

505 (M161/12

4522

(1939-40).

A

Rôle de la Caisse de Prévoyance en matière  
d'oeuvres sociales

(s) CD 16. 5.39 40 VIII  
(s) CD 28. 5.40 26 VII

Rôle de la Caisse de Prévoyance en matière d'oeuvres sociales

28 mai 1940

4522



Extrait du P.V. de la séance du 28 mai 1940

du Comité de Direction

-----

QU. VII - Extension de la Caisse  
de Prévoyance

Rôle de la Caisse de Prévoyance  
en matière d'oeuvres sociales

(s) p. 26

M. ARON. - Si vous voulez discuter sur une des questions litigieuses, prenez la question clé, celle des oeuvres sociales. Le Comité de Direction peut se prononcer sur cette question, j'ai dit dès l'abord que je ne le lui demandais pas.

M. LE BESNERAIS - Vous prévoyez notamment que le Conseil d'Administration de la Caisse pourra disposer d'un fonds de réserve spécial pour la création et la gestion d'oeuvres sociales ayant pour objet la défense ou la prévention contre la maladie et la protection de la maternité. Je ne pense pas que ce soit le rôle de la Caisse de créer des oeuvres sociales. C'est celui de la S.N.C.F.

M. BERTHELOT - J'ai parlé de cette affaire au Ministre. Il ne conçoit pas qu'il puisse y avoir des oeuvres sociales latérales créées par la Caisse et subsistant à côté de celles organisées par la S.N.C.F.

M. LE BESNERAIS - Ce serait mettre les oeuvres dans les mains, à un moment donné, on ne sait pas de qui.

M. BERTHELOT - La S.N.C.F. est un service public et on ne peut la traiter comme une industrie quelconque.

M. ARON - Nous sommes entièrement d'accord là-dessus.

M. LE BESNERAIS - Je reconnais que cette question des oeuvres sociales est le point crucial de l'affaire.

M. ARON - Encore une fois, je n'insiste pas. Il est bien

16 mai 1939

4522



16 mai 1939

Rôle de la Caisse de Prévoyance

(s) 40

M. ARON .....

je pose en principe que la Caisse de Prévoyance, bien que créée dans des conditions défectueuses, et, de ce fait, imparfaite, devrait être le centre de l'organisation de nos services sociaux. ~~En~~ D'ailleurs, cette Caisse ne pourra se passer d'assistantes sociales : en bonne logique, il serait normal de les y rattacher d'ores et déjà.

Certes, je ne demande pas que la réforme soit brutale. Nous ne pouvons pas, du fait des anomalies existant actuellement, voir clairement ce que pourrait être cette organisation, mais je signale les liens étroits qui existent entre la Caisse de Prévoyance et le Service des assistantes sociales et je suggère que, au moins dans la mesure où elles aident au fonctionnement de la Caisse de Prévoyance, les assistances sociales en dépendent, et soient payées par elle.

On nous fait des propositions pour la rémunération et pour le régime de retraite des assistantes sociales. Parallèlement, est étudiée la question des traitements des médecins et des fonctionnaires de la Caisse. Ces études sont menées séparément, sans aucune liaison. Une telle situation doit prendre fin.

M. LE PRESIDENT..- Je ne partage pas l'avis de M. ARON sur la question de principe qu'il vient de soulever.

M. ARON..- Je le sais.



Enfin, vous suggérez le rattachement de nos assistantes à la Caisse de Prévoyance. Or, cette Caisse ne dépend de la Société Nationale que dans la proportion de 50 %. Dans ces conditions, je n'admets pas qu'elle prenne en charge le service de nos assistantes, à quelque titre que ce soit. Ce service doit dépendre uniquement de la Société Nationale et celle-ci doit en assumer la charge.

M. Aron

Je retiens de votre exposé que la Caisse de Prévoyance doit limiter son rôle au paiement des prestations.

M. LE PRESIDENT.- On pourrait, en effet, limiter là ses attributions.

M. ARON.- Dans ce cas, je m'en désintéresserais. Je crois, au contraire, que cette Caisse devait assumer une tâche comparable à celle que doivent remplir les Caisses d'assurances Sociales. Sans doute, elles n'ont pu encore la remplir intégralement, parce qu'elles en sont à leur début, mais le Gouvernement entend bien leur confier ce rôle qu'elles rempliront peu à peu et progressivement.

M. LE PRESIDENT.- Vous ~~me~~ croyez que les Caisses d'assurances sociales doivent remplir effectivement ce rôle ?

M. ARON.- Elles tendent à le remplir.

M. LE PRESIDENT.- Ne trouvez-vous pas que, pour le moment, la Caisse de Prévoyance ait une tâche suffisante en assurant le versement des prestations-maladies, qui est le premier rôle qu'elle ait à remplir ?

M. ARON.- D'accord, mais, sous peu, il sera normal qu'elle ait un service d'assistantes sociales, parce qu'elle ne saurait se limiter à cette tâche restreinte.

M. ARON - Je ne dénie pas l'importance des assistantes sociales. J'admets même qu'elles puissent avoir à remplir d'autres fonctions que celles attribuées aux assistantes rattachées aux Caisses d'Assurances sociales, parce que ces caisses ne sont pas encore organisées pour accomplir toute l'oeuvre sociale qu'on a entendu leur confier. Mais je demeure convaincu que tout cela doit rentrer <sup>un jour</sup> dans les attributions de la Caisse de Prévoyance. A mon sens, c'est elle qui doit également s'occuper des questions de prévention et de prévoyance, aussi bien que de l'assistance proprement dite. Quant à son aptitude à remplir ce rôle, tout dépendra, en fait, de ses dirigeants.

De toutes manières, elle n'en sera pas moins amenée à faire appel un jour ou l'autre à la collaboration des assistantes sociales. A ce propos, j'attire à nouveau votre attention sur les difficultés et les abus que comportera la ~~même~~ dualité des services, d'autant plus que les assistantes sociales <sup>vont</sup> se trouver, du fait de la création de la Caisse de Prévoyance, déchargées d'une partie de leurs attributions antérieures, et que leur nombre actuel sera peut-être ainsi trop élevé.